



Retraités et retraitées mobilisons-nous,

MERCREDI 31 MARS 2021,

Les organisations de retraités CGT, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, FO, FSU, SOLIDAIRES, et LSR de l'Aude appellent les retraitées et retraités à participer nombreuses et nombreux à la journée d'action.

Rendez-vous :

- CARCASSONNE : 14h00, devant la CPAM (2 Allée de Bezons)
- NARBONNE : 14h30, devant la Sous-préfecture (37 Bd G^{al} De Gaulle)

Faisons entendre notre voix

POUVOIR D'ACHAT DES PENSIONS

Avec une pension revalorisée cette année de 0,4% et le gel des retraites complémentaires, il n'y a pas de quoi faire des folies. Sachant que le minimum vieillesse (ASPA) est de 906 € pour une personne seule, 1 407 € pour un couple, et que les retraites n'ont pas été revalorisées depuis 2013, la grande majorité des retraités ne roule pas sur l'or !

Les mutuelles augmentent de 3,6% en moyenne, les tarifs de l'électricité de 1,6% en février, celui du gaz de 3,6%, celui des transports de 1,7%, etc.

Des organismes officiels, Conseil d'Orientation des Retraites (COR), Comité de Suivi Retraites (CSR) ont confirmé que les pensions sont déjà en baisse et que, si rien n'est fait, cela va continuer.

Les pensions nettes (après CSG à 8,3% et Casa) n'ont évolué que de 6,26% de 2008 à 2019, alors que l'indice des prix INSEE hors tabac a évolué de 12,93% et le Smic de 20,05%.

Ce n'est plus possible de vivre décemment dans de telles conditions. Nous revendiquons le rattrapage des pertes subies et l'indexation des pensions sur le salaire moyen.

**NON à la pauvreté des retraités !
Revalorisez nos pensions**

DES MOYENS INDISPENSABLES POUR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE

Il est de plus en plus difficile de se soigner correctement.

Dans de nombreux territoires, la désertification

médicale oblige à parcourir des distances de plus en plus importantes pour trouver un médecin.

Plus de 30% de la population, dont de nombreux retraités, diffèrent ou annulent leurs soins faute de moyens financiers. Cela ne peut plus durer.

Nous exigeons la multiplication de médecins généralistes et de centres de santé publics dans tous les territoires, garantissant un accès aux soins avec l'application d'un tiers payant sans dépassements d'honoraires.

La pandémie que nous vivons depuis 1 an a mis au grand jour le manque de moyens des hôpitaux publics.

100 000 lits ont disparu depuis 30 ans avec des suppressions massives de personnels et a continué pendant la pandémie.

Nous exigeons :

- **l'arrêt immédiat des fermetures** de lits, des services médicaux, des fermetures d'hôpitaux;
- **la réouverture des lits fermés** avec le personnel et les équipements nécessaires

DES VACCINS RAPIDEMENT ET POUR TOUS

Le seul moyen efficace pour combattre la pandémie est la vaccination de masse qui permet d'atteindre le niveau de protection collective requis.

Les décisions et la stratégie du gouvernement sont loin de répondre aux enjeux posés. Aujourd'hui, les laboratoires sont détenteurs des brevets qui décident de la production, des acheteurs et des prix malgré les financements publics dont ils bénéficient.

POUR NOUS, ORGANISATIONS DE RETRAITÉS, LE VACCIN DOIT ÊTRE GRATUIT POUR TOUS

Les vaccins sont des biens communs et ne doivent pas faire l'objet d'enjeux financiers.

C'est pourquoi nous demandons d'enlever la propriété privée sur les brevets qui empêchent la diffusion des vaccins tout en étant le support de profits indécents.

La recherche médicale publique doit être développée.

La Sécurité sociale ne doit pas financer la course aux profits et les actionnaires des laboratoires privés. La mise à sa charge des coûts liés à la pandémie ne doit pas servir de prétexte pour mettre en cause sa pérennité.

Il faut mettre fin au plus vite à l'obligation de s'inscrire en ligne pour accéder à la vaccination qui crée un véritable monopole d'accès au vaccin pour les plateformes privées choisies par le gouvernement.

D'autres acteurs publics, dont les maires, proposent des services d'inscriptions facilitées, que l'État, préfets et ARS doivent encourager.

POUR UN DROIT À L'AUTONOMIE DANS LA BRANCHE MALADIE DE LA SÉCU

Les personnes âgées représentent l'écrasante majorité des décès et des hospitalisations liés au COVID-19.

Confinés ou domiciliés en EHPAD, condamnés à une issue fatale, avec pour seul soutien des médicaments de fin de vie, il leur a été refusé de pouvoir être accompagnés et soutenus par leurs familles et leur entourage proche, malgré le dévouement des soignants. Cette stratégie inhumaine, contraire aux droits humains, doit cesser.

Les personnels manquent cruellement dans les EHPAD ou au niveau des services à domicile pour assurer soins et qualité de vie aux personnes en perte d'autonomie.

200 000 embauches sont nécessaires dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile, dans le cadre d'un grand service public de l'autonomie.

Nous exigeons que soit votée rapidement une loi au niveau du grand âge et de l'autonomie, promise par le gouvernement en 2019, répondant aux besoins de la société.

Ce n'est pas aux retraités de financer le droit à l'autonomie, ni par l'impôt ni par les mesures fiscales supplémentaires.

Nous rappelons avec force notre exigence d'une prise en charge à 100% de la perte d'autonomie dans la branche maladie de la Sécurité Sociale, avec un financement par les cotisations sociales.

Assez de discriminations !

L'économie et la vie sociale ont besoin de retraités qui s'insurgent des stigmatisations et discours discriminatoires de plus en plus fréquents à leur égard. Nous rappelons l'importance des liens intergénérationnels. Nous refusons que le pouvoir nous oppose aux jeunes, en particulier aux étudiants. Nous dénonçons la campagne «âgiste» du gouvernement et de nombre de médias.

DES SERVICES PUBLICS QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DE TOUS.

Cela passe par le maintien et le développement des services publics en stoppant les délégations et les privatisations de services publics. Il en est de même pour le maintien des guichets ou accueils physiques dans les administrations et services publics qui ne doivent pas être systématiquement remplacés par des procédures dématérialisées.

Ensemble, retraités, salariés et usagers, nous voulons faire entendre nos besoins notamment dans les domaines de la santé, de l'action sociale, des transports, et du logement.

L'accès à l'énergie, le traitement et la distribution de l'eau, produits de première nécessité doivent être garantis par un pôle public aux tarifs accessibles pour tous.

Le service public, la sécurité Sociale, la justice sociale, la démocratie sont de solides piliers à préserver pour construire une société fondée sur la réponse aux besoins de tous et toutes et où la place des retraités sera reconnue.

LES RETRAITÉS VEULENT VIVRE !